



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle Environnement et Guichet Unique ICPE
Tél : 03.86.60.71.46

Arrêté N° 58-2021-10-13-00015

**portant mise en demeure à la société AXEREAL, exploitant une installation de stockage de céréales
sur le territoire de la commune de CERCY-LA-TOUR
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié,
et l'article A6.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 1989**

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code de justice administrative ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par des silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables, modifié par l'arrêté du 23 février 2007 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 19 juillet 2011 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 89-69 en date du 12 janvier 2009 portant autorisation d'extension d'un silo de stockage de céréales sis Route de Decize, sur le territoire de la commune de Cercy-La-Tour, exploité par la Société Coopérative Agricole de Decize et Cercy-La-Tour (SCADEC) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013 352-0001 en date du 18 décembre 2013 portant prescriptions complémentaires applicables aux installations de stockage de céréales exploitées par la coopérative AXEREAL sur le territoire de la commune de Cercy-La-Tour ;
- VU** le rapport de l'étude technique foudre réalisé par la société APAVE (rapport n°12 6001 200 01358 00 J en date du 19 mars 2012) ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 1er juin 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant en date des 14 juin, 21 juin et 16 juillet 2021 sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé dispose : « [...] *Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. [...].* » ;

CONSIDÉRANT que l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2013 susvisé dispose :

« Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènement susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur » ;

CONSIDÉRANT que l'article 20 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié susvisé dispose :

« L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié susvisé dispose :

*« L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.
Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.
Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. » ;*

CONSIDÉRANT que l'article 22 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié susvisé dispose : « L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. » ;

CONSIDÉRANT que l'article A6.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 1989 susvisé dispose :

« [...] Des exercices de lutte contre l'incendie sont effectués périodiquement, l'espacement entre deux exercices ne pouvant excéder un trimestre. [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2013 susvisé dispose :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
– *[...];*
– *d'une colonne sèche, conforme aux normes et aux réglementations en vigueur, implantée dans la tour de manutention,*
– *[...];*
*L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.
Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. [...] » ;*

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 19 mai 2021, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas ces dispositions :

- Article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé :
L'exploitant n'a pas pu justifier de la mise en place des équipements de protection à l'issue de l'étude technique foudre de 2012 ;
- Article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé :
Aucune vérification des installations foudre n'a été réalisée depuis la dernière inspection de 2013 ;
- Article 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé :
L'exploitant n'a pas pu présenter et transmettre l'analyse du risque foudre de 2011. Uniquement la page 4/23 a été transmise par courriel du 19/05/2021 ;
- Article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé :
L'exploitant n'a pas pu justifier de la protection du silo contre la foudre ;
- Article A6.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 1989 susvisé :
Aucun exercice de lutte contre l'incendie n'est effectué sur le site depuis la dernière inspection de 2013 ;
- Article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2013 susvisé :
Aucune vérification périodique de la colonne sèche n'est réalisé sur le site depuis la dernière inspection de 2013 ;

CONSIDÉRANT que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXEREAAL de respecter les prescriptions des articles 20, 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, des articles 11 et 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2018 susvisé, de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé et de l'article A6.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 1989 susvisé ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Nièvre ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} - Objet

La société AXEREAAL exploitant une installation de stockage de céréales, sise Route de Decize sur la commune de CERCY-LA-TOUR, est mise en demeure de respecter :

- dans **un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à :
 - l'article 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, en transmettant l'analyse du risque foudre de 2011 à l'Inspection des installations classées ;
 - l'article A6.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 1989 susvisé, en réalisant un exercice de lutte contre l'incendie ;
 - l'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2013 susvisé, en réalisant la vérification périodique de la colonne sèche implantée dans la tour de manutention ;

- dans **un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à :
 - l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, en réalisant les travaux prévus par l'étude technique foudre de 2012 ;
- dans **un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à :
 - l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, et l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé, en réalisant une vérification complète des installations.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société AXEREAL.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 – Exécution et copies

- La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Nièvre,
- le Sous-Préfet de CHÂTEAU-CHINON,
- le Maire de CERCY-LA-TOUR,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,
- le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de la Nièvre,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le 13 octobre 2021

Pour le Préfet,
et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Blandine GEORJON